

Revue d'HISTOIRE CONTEMPORAINE de l'AFRIQUE

Des étudiants nationalistes connectés. La structuration du réseau international des Jeunes Marocains (1927-1937)

Guillaume Denglos

Mise en ligne : février 2026

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2026.1006>

Résumé

Entre 1927 et 1937, des étudiants nationalistes marocains construisent un réseau politique transnational reliant Rabat, Fès, Paris, Genève, Tétouan, Tunis et Madrid. S'appuyant sur des organisations pan-maghrébines, panarabes et anticoloniales, ces « Jeunes Marocains » cherchent à internationaliser la cause marocaine face à la répression coloniale. À partir des archives des services de renseignement français et de fonds privés de militants anticoloniaux, cet article met en lumière la portée et les limites de cette première expérience d'internationalisation du nationalisme marocain. Il montre comment les nationalistes s'allient de manière opportuniste avec des acteurs étrangers pour contourner la censure et mobiliser l'opinion internationale. Si ce réseau aux multiples ramifications, élitiste et restreint, préfigure celui du futur Parti de l'Istiqlal et du Parti Démocratique de l'Indépendance, il se heurte dès la fin des années 1930 à un durcissement répressif qui fragilise durablement ses liens internationaux.

Mots clés : nationalisme ; transnational ; réseaux ; Maghreb ; Maroc ; Paris ; panarabisme

Connected nationalist students. Structuring the Young Moroccans international network (1927-1937)

Abstract

Between 1927 and 1937, Moroccan nationalist students built a transnational political network connecting Rabat, Fez, Paris, Geneva, Tetouan, Tunis, and Madrid. Drawing on pan-Maghreb, pan-Arab, and anti-colonial organizations, these “Young Moroccans” sought to internationalize the Moroccan cause in the face of colonial repression. Based on archives from French intelligence services and private collections of anti-colonial activists, this article sheds light on the scope and limitations of this first attempt to internationalize Moroccan nationalism. It shows how the nationalists opportunistically allied themselves with foreign actors to bypass censorship and mobilize international public opinion. Although this elite and limited network, with its many branches, foreshadowed the future Istiqlal Party and the Democratic Independence Party, it encountered increasing repression by the late 1930s, which severely weakened its international ties.

Keywords: nationalism; transnational; networks; Maghreb ; Morocco; Paris ; Pan-Arabism



Ce document est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution-Non-Commercial 4.0 International (CC BY-NC 4.0). <https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>
<https://oap.unige.ch/journals/rhca> e-ISSN: 2673-7604

Le 11 janvier 1932, une note de renseignement destinée au cabinet diplomatique du Résident général au Maroc, Lucien Saint, alertait sur l'émergence d'un nationalisme de type nouveau au sein de l'Empire chérifien :

Des renseignements puisés aux meilleures sources ont permis de déterminer avec une assez grande précision les lignes essentielles de l'organisation que certains éléments nationalistes marocains, aidés de l'extérieur par des personnalités musulmanes, essaient à l'heure actuelle d'établir dans le territoire de notre protectorat du Maroc. [...] Le nationalisme marocain aurait été longtemps encore privé de toute possibilité de développement coordonné, s'il n'avait pas reçu du dehors des encouragements d'abord et une impulsion directe ensuite. Cette impulsion, dont nous commençons aujourd'hui à percevoir les effets, est celle de la délégation syro-palestinienne de Genève¹.

Le 26 août 1932, c'était au tour du directeur des Affaires indigènes de la Résidence générale Léopold Bénazet de tirer la sonnette d'alarme auprès de sa hiérarchie dans une note sur le danger que représentaient les... six étudiants marocains à Paris :

Ils suivent les cours de nos facultés : quatre à la Faculté de Droit dont un inscrit à l'École des Sciences Politiques, un à la Faculté de Médecine, un à la Faculté des Lettres. Ces étudiants jouissent, dans l'esprit de leurs camarades du Maroc, d'un prestige certain. [...] Ils [...] ne se cachent pas d'être le noyau de la future élite appelée à conduire les destinées d'un Maroc libéré de la tutelle étrangère. [...] Nos six étudiants de Paris ne seraient rien s'ils se perdaient dans la foule des ambitieux ou des conspirateurs qui promènent leurs rêves dans la capitale².

Publiées à quelques mois d'intervalle, ces deux notes illustrent la crainte des autorités coloniales devant l'émergence d'un réseau disparate depuis la fin des années 1920 entre Paris et Genève, autour d'un groupe plus ou moins formel baptisé initialement « Jeunes Marocains³ ». Ce terme de « Jeunes » n'est pas anecdotique. Jacques Cagne attribue la paternité de la terminologie de « Jeunes Marocains » au général Hubert Lyautey lui-même en 1920, avec pour définition celle d'un « groupe moderniste, influencé par les événements d'Orient qui réclamait pour son pays le recouvrement de sa souveraineté pleine et entière⁴ ». C'est à la fin des années 1920 qu'elle est reprise à leur profit par les nationalistes afin de s'inscrire dans la dynamique de leurs homologues maghrébins réformistes du début du XX^e siècle, à l'image des « Jeunes Tunisiens » ou des « Jeunes Algériens », sans parler des Jeunes Turcs qui prirent le pouvoir au sein de l'Empire ottoman en 1908⁵. Composée de moins d'une dizaine de membres issus des familles de notables de Rabat et Fès ayant étudié pour la plupart à Paris, cette mouvance joua un rôle clé dans la structuration du nationalisme marocain à partir de 1927, jusqu'à la répression du Résident général Charles Noguès en 1937. Elle apparaît comme le vivier des futurs leaders indépendantistes des décennies 1940 et 1950, à l'image d'Ahmed Balafrej, Mohammed Hassan el Ouazzani, Omar Abdeljalil ou Allal el Fassi.

Cependant, la structuration d'un simple groupe d'étudiants politisés en un parti politique nationaliste (le Comité d'Action Marocaine fondé en 1934) n'aurait pas été possible sans la constitution progressive et empirique d'un réseau aux larges ramifications internationales. Entre 1927 et 1934, de Paris à Genève, en passant par Madrid, Tétouan, Tunis, Rabat-Salé et Fès, une large toile d'acteurs aux origines diverses s'est constituée en ayant pour objectif d'alerter l'opinion internationale sur les dérives du protectorat français au Maroc. Le concept de « réseau » nous semble donc ici approprié pour expliciter l'originalité de l'organisation des relais internationaux des Jeunes Marocains. Selon Dominique Gévelot, le réseau « dérange les modèles classiques, articulés en sous-ensembles et en arborescences », tout en « faisant appel » aux logiques floues, aux ajustements itératifs, aux hiérarchies enchevêtrées et temporaires, aux frontières molles et poreuses⁶.

De fait, ce réseau mêlant anticolonialisme, panarabisme et panislamisme s'articule autour de plusieurs structures plus ou moins proches en fonction des périodes : les « Jeunes Marocains » *stricto sensu*, alliés à l'Association des étudiants musulmans nord-africains (AEMNA), à l'Étoile nord-africaine de Messali Hadj, à l'Association hispano-islamique de Madrid, au Comité syro-palestinien dirigé par Chekib Arslan à Genève, ainsi qu'aux amis de l'avocat socialiste et arrière-petit-fils de Karl Marx Robert-Jean Longuet. Grâce à la

¹ Archives diplomatiques de Nantes (ADN), 1 MA 15 650 A, « Renseignement A.S. Nationalisme marocain. Rabat, le 11 janvier 1932 ».

² Archives diplomatiques de La Courneuve (ADLC), 258 PAAP 1, « Note sur les étudiants marocains à Paris » rédigée par Léopold Bénazet, Vichy le 26 août 1932.

³ Oved Georges (1978), « La gauche française et les Jeunes-Marocains », *Cahiers du mouvement social*, Paris, Les éditions ouvrières, 3, pp. 92-94.

⁴ Cagne Jacques (1988), *Nation et nationalisme au Maroc. Aux racines de la nation marocaine*, Rabat, p. 549.

⁵ *Ibid.*, p. 550.

⁶ Cité par Bantman Patrick (2004), « Le concept de réseau », *VST*, 81, pp. 18-19.

mobilisation de ses acteurs aux idéologies et cultures parfois très différentes, voire antagonistes, la « génération des pionniers » du nationalisme marocain entre de plain-pied dans l'arène politique marocaine, à partir de l'affaire dite du « dahir berbère » en 1930-1931. Alors qu'une conquête militaire de trente années est en voie d'achèvement, les autorités françaises sont prises au dépourvu par une internationalisation originale⁷ de la question marocaine, de la part d'acteurs nationalistes du monde arabe et des factions anticoloniales françaises ou espagnoles.

Les premiers travaux scientifiques sur le nationalisme marocain de l'entre-deux-guerres apparaissent dès le début des années 1950 sous la plume de Charles-André Julien, Robert Rézette ou de John P. Halstead. Avec l'ouverture progressive des archives coloniales à la fin des années 1970, l'historiographie française, suisse et marocaine a été renouvelée à partir des années 1980, en particulier avec les travaux de Charles-Robert Ageron, Georges Oved, Jamaâ Baïda, Gilles Lafuente, Antoine Fleury, Mohammed Kenbib, Daniel Rivet et Pierre Vermeren. Traitant à la fois de l'influence estudiantine sur le nationalisme, du rôle de la presse, du rapport avec la communauté juive, des connexions établies avec les nationalistes arabes de Genève ou avec la gauche française de Paris, ces auteurs ont apporté un éclairage scientifique alors inédit sur une période qui restait largement méconnue, coïncée entre la figure tutélaire de Lyautey et le roman national marocain de la « Révolution du Roi et du peuple »⁸. Depuis la décennie 2010, l'historiographie anglo-saxonne a ouvert de nouvelles perspectives de recherches. Dans leurs travaux intitulés *Paris, capitale du Tiers-monde* et « Making an Arab-Muslim Elite in Paris », Michael Goebel et Shoko Watanabe inscrivent le nationalisme marocain dans le cadre plus large des mouvements de décolonisation maghrébins, proche-orientaux, africains ou asiatiques⁹. Les travaux de David Stenner sur les connexions internationales du nationalisme marocain après la Seconde Guerre mondiale ont apporté un regard décloisonné sur les conditions d'accès du Maroc à l'indépendance en 1956¹⁰. Ils mettent en évidence le rôle non négligeable joué, entre autres, par des acteurs aussi différents que les services de renseignements américains, des syndicalistes, des journalistes britanniques, des intellectuels français, des islamistes égyptiens ou des diplomates irakiens et pakistanais. Pour les années 1930, Stenner traite du rôle majeur joué par le réseau transnational issu de la « périphérie » du nationalisme marocain, à savoir la zone nord occupée par les Espagnols¹¹. Dans la même optique, Fadma Ait Mous a documenté la constitution des premiers réseaux nationalistes locaux du milieu entre les années 1910 et 1930 à Tétouan, « capitale » du Maroc espagnol et à Fès, capitale déchue du protectorat français mais haut lieu de l'intelligentsia marocaine¹².

Le présent article s'inscrit dans le prolongement de ces travaux : il utilise les archives des services de renseignement français, d'anciens hauts fonctionnaires de la Résidence générale, et de leurs soutiens anticoloniaux pour mettre en lumière la dimension internationale, souvent méconnue, des réseaux d'activistes nationalistes de la zone française ainsi que de leurs liens avec leurs homologues de la zone espagnole par l'impulsion d'un donneur d'ordre (Chekib Arslan) et par l'intermédiaire d'agents de liaison (Mohammed Hassan el Ouazzani, Ahmed Balafrej, Mehdi Bennouna, etc.). En effet, les sources coloniales françaises conservées aux Archives diplomatiques de Nantes et de La Courneuve, au Service historique de la Défense, aux Archives de la Préfecture de police de Paris et aux Archives Nationales de France constituent une base indispensable pour explorer l'histoire politique du Maroc des années 1920 et 1930. Si elles reflètent avant tout le point de vue de l'administration vis-à-vis des jeunes nationalistes, ces archives permettent aussi de reconstruire

⁷ Murray-Muller Gavin (2022), « Les réseaux politiques en Afrique du Nord. Circulation, diffusion et transfert 1908-1914 », *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique*, 3, pp. 49-61, en ligne. URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/03murray> (consulté le 2 mai 2025)

⁸ Denglos Guillaume (2015), *La revue Maghreb (1932-1936). Une publication franco-marocaine engagée*, Paris, L'Harmattan, pp. 19-20 ; Valensi Lucette (1990), « Le roi chronophage. La construction d'une conscience historique dans le Maroc post-colonial », *Cahiers d'études africaines*, 30(119), p. 290.

⁹ Goebel Michael (2017), *Paris, capitale du Tiers-monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, Paris, La Découverte ; Watanabe Shoko (2021), « Making an Arab-Muslim Elite in Paris : The Pan-Maghrib Student Movement of the 1930s », *International Journal of Middle East Studies*, Cambridge University Press. En ligne, consulté le 20 mai 2025. URL : <https://www.cambridge.org/core/journals/international-journal-of-middle-east-studies/article/abs/making-an-arabmuslim-elite-in-paris-the-panmaghrib-student-movement-of-the-1930s/C25B13CE3702AE5BDC641215B32E978A>.

¹⁰ Stenner David (2019), *Globalizing Morocco: Transnational Activism and the Postcolonial State*, Stanford, Calif. Stanford University Press.

¹¹ Stenner David (2016), « Centring the Periphery : Northern Morocco as a Hub of Transnational Anti-Colonial Activism, 1930-43 », *Journal of Global History*, Cambridge University Press, 11, pp. 430-450.

¹² Ait Mous Fadma (2016), « The Moroccan Nationalist Movement : From Local to National Networks », *Global and Local in Algérie and Morocco. The World, The State and the Village*, London and New York, Routledge, pp. 183-208.

le récit de ces derniers à partir des documents qu'ils ont produits et qui ont été interceptés par la Section de renseignement-Section de centralisation du renseignement (SR-SCR) – lettres, articles de presse, tracts, etc.¹³. C'est également le cas des fonds des hauts fonctionnaires de la Résidence générale (Henri Ponsot, Léopold Bénazet) conservés aux Archives diplomatiques de La Courneuve. Par ailleurs, les archives privées de militants anticolonialistes comme Charles-André Julien (Centre d'histoire de Sciences Po) ou Robert-Jean Longuet (Bibliothèque La Contemporaine de Nanterre) contiennent des correspondances et des documents échangés avec une large part des acteurs du réseau international des Jeunes Marocains¹⁴. Ce corpus largement inédit – c'est particulièrement le cas des archives privées d'Henri Ponsot, de Robert-Jean Longuet ou du fonds « Moscou » du Service historique de la Défense qui conserve les archives de la SR-SCR¹⁵ – permet donc de croiser les récits des autorités françaises avec celui de leurs adversaires nationalistes.

Cet article montre comment, dans un contexte dominé par la répression coloniale, la dimension internationale a été essentielle pour structurer, puis faire fonctionner les différentes branches du réseau des nationalistes. Cette organisation, de manière opportuniste avec des acteurs étrangers, s'inscrit dans la continuité des méthodes de propagande et d'alliances politiques (notamment avec le Parti Communiste Français) employées par les Rifains entre 1921 et 1926. Cependant, contrairement à ces derniers, le réseau des Jeunes Marocains est élitiste, réformiste et numériquement limité. Pourtant, il pose les jalons d'une large prise de conscience de la cause marocaine à l'extérieur des frontières du Maroc et constitue, en ce sens, une expérience structurante pour l'avenir : le futur Parti de l'Istiqlal (créé en 1943) et à un degré moindre le Parti Démocratique de l'Indépendance (créé en 1946), recueilleront le fruit des graines semées durant les années 1930 en se transformant en partis de masse et en étant influents aux Nations-Unies.

Cet article s'organise en quatre temps. La première partie s'ouvre sur l'accélération du processus de politisation des élites marocaines dans un contexte où l'administration coloniale cherche précisément à les encadrer et à les former. Paris devient alors l'épicentre d'un premier réseau pan-maghrébin, rapidement animé par les étudiants nationalistes marocains. La deuxième partie examine le développement des liens entre Paris et Genève et montre comment ceux-ci se concrétisent et confèrent une visibilité internationale aux revendications des Jeunes Marocains. La troisième partie analyse l'élargissement du réseau aux milieux nationalistes et anticoloniaux de la gauche française, dont le rôle se révèle décisif par leur influence politique et médiatique. Malgré quelques succès, les nationalistes doivent faire face à une répression accrue et à l'interdiction progressive de leurs organes de presse au cours des années 1930. La quatrième et dernière partie examine ainsi les limites de l'internationalisation du nationalisme marocain, qui se poursuit jusqu'à la fin des années 1930 mais achoppe sur le durcissement des politiques répressives de l'administration française. Craignant de plus en plus l'internationalisation de la cause marocaine, elle divise les militants et fragilise leurs réseaux internationaux.

¹³ La SR-SCR du 2^e Bureau de l'État-major de l'Armée représente le principal service de renseignement militaire français sous la III^e République. Elle dépend du ministère de la Guerre. Il ne faut pas confondre la SR-SCR avec les « Affaires indigènes » qui dépendent de la Résidence générale. Généralement, les lettres ou les tracts en arabe sont traduites en français par les services de renseignement. Par contre, les lettres de Chekib Arslan interceptées sont directement rédigées en français lorsqu'elles sont adressées à des interlocuteurs francophones. Dans la majorité des cas, le contenu des informations produites par les nationalistes est intégré dans les notes et rapports des officiers.

¹⁴ Cette documentation est très largement rédigée en français.

¹⁵ Les fonds « Moscou » correspondent aux archives françaises, notamment celles de la SR-SCR, prises par les Allemands entre 1940 et 1943, puis transportées en Allemagne, avant d'être récupérées par les Soviétiques en 1945 et transportées en URSS. Rapatriées en France en 1994 et 2001, ces documents sont consultables par les lecteurs dans la sous-série GR NN du Service historique de la Défense. Cf. Fonck Bertrand, Servant Hélène, Cœuré Sophie (dir.) (2019), *Les fonds « Moscou ». Regards sur les archives rapatriées de Russie et les saisies de la Seconde Guerre mondiale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Paris, épiscntre du premier réseau pan-maghrébin des étudiants nationalistes marocains

En 1927, une poignée de Marocains néo-bacheliers s'installent à Paris pour y poursuivre un cursus universitaire. Surveillés de près à la fois par la Préfecture de Police, les Renseignements généraux en métropole et par l'ancien Résident général Hubert Lyautey¹⁶, ces jeunes étudiants, comptabilisés à cette époque au nombre de huit, incarnent les premiers effets d'une politique éducative de type « malthusianiste¹⁷ » particulièrement sélective, basée sur des écoles de fils de notables. Ce système scolaire promu par Hubert Lyautey peu après l'av nement du protectorat en 1912 avait un objectif limité mais essentiel : donner à une élite restreinte et francophile les moyens de « créer un cadre de fonctionnaires et d'agents subalternes indigènes plus instruits et plus aptes à collaborer » à « l'œuvre fran aise¹⁸ ».   plus long terme, et en dépit des réticences puissantes de son administration, Lyautey envisageait même que cette élite puisse prendre en charge la destinée du Maroc en partenariat avec les autorités coloniales¹⁹. L'expérience de ces huit premiers étudiants correspondait donc à enjeu majeur pour l'avenir du régime de protectorat ébranlé deux ans auparavant par la guerre du Rif et par une conquête militaire inaboutie face aux tribus rebelles à l'autorité résidentielle.

Parmi cette génération de pionniers, cinq venaient de Fès (Mohammed el Fassi, Abdelkader Benjelloun, Mohammed el Kholti, Mohammed Hassan el Ouazzani et Abdelmalek Ferradj), deux de Marrakech (Mehdi et Brahim el Glaoui, les fils du pacha de la ville) et un seul de Rabat (Ahmed Balafrej)²⁰. Issus des notabilités les plus influentes de leurs villes respectives, cinq d'entre eux deviendront des militants nationalistes convaincus, puis des leaders indépendantistes. Les matières étudiées ne concernaient, en apparence, pas forcément la politique. Omar Abdeljalil suivait un cursus d'agronomie. Abdelkader Benjelloun et Mohammed el Kholti poursuivaient des études de droit. Ahmed Balafrej obtint à la Sorbonne une licence  s lettres et un diplôme de l' cole des hautes études après avoir travaillé sur *Les captifs musulmans en Europe à l'époque des Almohades*, tout en suivant un cursus de droit²¹. Mohammed Hassan el Ouazzani était inscrit à l' cole libre des Sciences politiques, dont il devint le premier marocain diplômé. Il fréquenta également l' cole de journalisme ainsi que l' cole des langues orientales.   cet égard, il attira défavorablement l'attention de Lyautey qui lui d conseilla de poursuivre son cursus lors de leur unique rencontre à la fin des années 1920²². La politisation précoce de ce petit groupe s'était forgée en amont du séjour parisien. Dès le milieu des années vingt, certains étudiants avaient déjà appartenu à plusieurs sociétés secrètes fondées à F s²³. La première fut créée en novembre 1925 par Allal el Fassi, suivie d'une deuxième où se retrouvaient Abdelkader Benjelloun, Mohammed el Kholti et Thami el Ouazzani. Enfin, une troisième société apparut en août 1926 à l'initiative de Mohammed Bennouna avec pour dirigeants Ahmed Balafrej, Mohammed Hassan el Ouazzani, Omar Abdeljalil et Abdelkader Tazi.

Contrairement aux plans de Lyautey, la découverte, en France, de la liberté de parole et de réunion – impensable dans le Maroc de l'époque – offrit un nouvel espace d'expression à ces jeunes étudiants, et précipita leur politisation. Le contexte parisien permit d'établir des liens avec d'autres étudiants et travailleurs nord-africains, ou issus des autres colonies de l'empire français, au sein d'un Quartier latin devenu l' piscntre de l'anticolonialisme²⁴. En effet, Paris apparaît dans l'entre-deux-guerres comme la capitale de ce que l'on appellera dans les années 1950 le « tiers-monde » : une ville paradoxale où se côtoient les centres de décisions d'un empire colonial incarné par les ministères de la Marine, des Colonies et des Affaires étrangères, avec les sièges d'organisations anticoloniales. Véritable carrefour culturel, le Quartier latin joue un rôle moteur dans l'épanouissement politique des étudiants marocains. Il est ainsi probable qu'ils rencontrèrent des militants anticoloniaux vietnamiens de l'Association générale des étudiants indochinois (AGEI), une organisation

¹⁶ Archives Nationales (France) (ANF), 20090013 213, Lettre du maréchal Lyautey   André Honnorat, 1 r mars 1930.

¹⁷ Vermeren Pierre (2000), *La formation des élites au Maroc et en Tunisie. Des nationalistes aux islamistes*, Paris, La Découverte.

¹⁸ ADLC, 258 PAAP 1, « Note sur les étudiants marocains à Paris » rédigée par Léopold Bénazet, Vichy le 26 août 1932.

¹⁹ ADLC, 73 PAAP 6, Hubert Lyautey, « Politique de protectorat », circulaire du 18 novembre 1920.

²⁰ ADLC, 143 PAAP 533, « Liste des jeunes gens marocains faisant leurs études à Paris » entre 1927 et 1933.

²¹ Archives de la Préfecture de police de Paris (APPP), BA 21 72, « M. le directeur des renseignements généraux et des jeux à M. le préfet de police », 5 mars 1932.

²² Entretien avec Houria el Ouazzani et Antoine Fleury, 18 septembre 2023.

²³ Lafuente Gilles (1999), *La politique berbère de la France et le nationalisme marocain*, Paris, L'Harmattan, p. 132 ; Ait Mous F., « The Moroccan... », art. cité, pp. 190-195.

²⁴ Goebel M., *Paris...*, op. cit., pp. 151-192 ; Watanabe S., « Making an Arab-Muslim... », art. cité, pp. 1-16.

créée en mars 1927 et rapidement contrôlée par des nationalistes et des communistes²⁵. Celle-ci aurait inspiré le fonctionnement de deux organisations parisiennes qui allaient jouer un rôle majeur comme matrice des nationalismes maghrébins : l'Étoile nord-africaine (ENA) et l'Association des étudiants musulmans nord-africains (AEMNA).

Ces deux organisations sont créées à quelques mois de distance en 1927. L'ENA fondée en mars par le nationaliste algérien Messali Hadj et le Tunisien Chadly Khairallah, se veut plus « prolétarienne », très marquée par l'influence du Parti communiste et capable d'élargir sa base sociale au-delà des cercles de notabilités²⁶. Elle se dote d'un journal, baptisé *El-Ouma*, qui deviendra rapidement un « organe d'information, d'agitation et de propagande et un lien entre les militants²⁷ » indispensable. Quant à l'AEMNA, et comme l'a démontré Ageron, ce sont bien les dirigeants de l'ENA, Chadly Khairallah en premier lieu, qui ont préparé les statuts encourageant le Tunisien Ahmed ben Milad et le Marocain Ahmed Balafrej à fonder cette association le 28 décembre 1927 « dans une perspective politique²⁸ ». Si sa vocation officielle était de permettre l'entraide et l'amélioration du confort matériel des étudiants, l'AEMNA se révéla très vite une tribune de revendications. De fait, on y retrouve tout le « gotha du nationalisme maghrébin²⁹ ». Signe de l'influence grandissante des Jeunes Marocains au sein de l'AEMNA, Mohammed Hassan el Ouazzani en devint secrétaire général en janvier 1929, suivi un an plus tard par Ahmed Balafrej³⁰.

Les trois premiers congrès de l'AEMNA donnent une idée du « combat culturel³¹ » de cette époque, où les revendications des congressistes portent surtout sur une revalorisation de l'enseignement de l'arabe, de l'histoire de l'Afrique du Nord, de l'éducation de la femme musulmane et des réformes des programmes de l'Université Qaraouiyyine de Fès et de la Grande Mosquée de Tunis. Cet activisme politique teinté de revendications religieuses n'échappa pas aux autorités coloniales qui s'en inquiétèrent ouvertement. Entre 1927 et 1933, ces dernières comptabilisèrent 37 étudiants marocains dans la capitale française³². Contrairement à ce qu'avait espéré Lyautey en 1920, l'émergence de cette élite estudiantine était en train d'échapper au contrôle de la puissance protectrice³³. Outre le décalage entre le contexte parisien et la réalité du Maroc colonial, la frilosité de la Résidence générale à donner des conditions décentes aux étudiants marocains, notamment en matière de logement³⁴, ainsi que le peu de débouchés dans l'administration, expliquent que le pouvoir résidentiel soit mis en échec par un discours qui ne correspond pas aux attentes d'une jeunesse connectée avec le reste du monde arabe et ouverte aux enjeux internationaux. L'influence précoce de l'émir libanais panarabiste Chekib Arslan sur ces étudiants permet de connecter leur réseau avec une nouvelle branche basée à Genève. Libanais druze devenu sunnite, Arslan séjourne à partir de 1920 régulièrement entre Berlin, Rome et Genève où il milite à coup de rapports et de pétitions contre la présence franco-britannique au Proche-Orient, tout en étant sous la surveillance constante des services de renseignements français. Son influence va non seulement s'étendre aux réseaux parisiens et se révélera surtout dans l'affaire de la promulgation du *dahir* (décret) du 16 mai 1930, appelé communément par les nationalistes le *dahir* « berbère » et dont la résonance sera internationale.

²⁵ Goebel M., *Paris...*, op. cit., p. 177.

²⁶ Aïssaoui Rabah (2009), *Immigration and national identity: North African political movements in colonial and postcolonial France*, London, Tauris Academic studies, pp. 14-16.

²⁷ Simon Jacques (2003), *L'Étoile Nord-Africaine (1926-1937)*, Paris, L'Harmattan, p. 134.

²⁸ Ageron Charles-Robert (1983), « L'Association des étudiants musulmans nord-africains en France durant l'entre-deux-guerres », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, LXX (258-259), p. 29.

²⁹ *Ibid.*, p. 27.

³⁰ Oved G., « La gauche française et les Jeunes-Marocains », art. cité, p. 94.

³¹ Ageron C.-R., « L'Association... », art. cité, p. 33.

³² ADLC, 143 PAAP 533, « Liste des jeunes gens marocains faisant leurs études à Paris ».

³³ ADLC, 258 PAAP 1, « Note sur les étudiants marocains à Paris » rédigée par Léopold Bénazet, Vichy le 26 août 1932.

³⁴ Bouaziz Mostafa, Denglos Guillaume (2022), *La Maison du Maroc à la Cité U. Lieu de mémoire des étudiants marocains à Paris*, Paris, Riveneuve, pp. 23-28.

L'appui du réseau arabo-genevois de Chekib Arslan : l'entrée des Jeunes Marocains dans le concert des nationalismes arabes

L'implantation de militants arabes anticolonialistes en Suisse, et particulièrement à Genève, n'est pas nouvelle. Dès les années 1880, des nationalistes égyptiens se réfugient sur les bords du lac Léman pour échapper à la mise sous tutelle de leur pays par les Britanniques³⁵. En juin 1916, la ville de Lausanne accueille une conférence des nationalités en présence de délégués égyptiens, mais aussi algériens et tunisiens. La fin de la Première Guerre mondiale et l'installation du siège de la nouvelle Société des Nations (SDN) en novembre 1920 à Genève marquent un tournant. La ville devient un important centre de réunion, d'influence et de diffusion de multiples publications pour les réseaux anticolonialistes arabes particulièrement critiques vis-à-vis de la politique coloniale française en Afrique du Nord et dans les mandats du Levant récemment institués. Le journal *La tribune d'Orient* publié de février 1922 à mai 1937 en français et en arabe sous la direction du nationaliste égyptien Ali el Ghaïaty constitue le relais du Comité syro-palestinien fondé en 1921 également à Genève. Parmi les délégués, la figure de l'émir Chekib Arslan (1869-1946) émerge incontestablement à partir de la fin des années 1920³⁶.

Désormais durablement installé à Genève pour tenter d'influencer la SDN, Arslan élargit son action à l'Afrique du Nord française et au Maroc en particulier à partir de 1930³⁷. En mars, il fonde avec son collaborateur Ihsan Jabri la revue de langue française *La Nation arabe*, dont les colonnes vont faire rapidement écho aux violentes critiques de la mouvance des Jeunes Marocains, à la suite de la promulgation le 16 mai 1930 du *dahir* « règlementant le fonctionnement de la justice dans les tribus de coutume berbère ». Scellée par le sultan Sidi Mohammed Ben Youssef, cette nouvelle législation prévoit de rendre compétente la justice pénale française dans les régions berbérophones aux dépens de la justice chérifienne rendue au nom du sultan, commandeur des croyants. Outrés par la perte de l'autorité judiciaire du sultan, les Jeunes Marocains réagissent sur deux plans. Au Maroc, une série de manifestations débute le 20 juin 1930 après la récitation dans les mosquées de Rabat et de Salé du *latif*, une prière spécifique de deuil émise lorsque l'islam est en danger. Deux jours auparavant, Arslan s'était rendu à Paris pour rencontrer Ahmed Balafrej et Mohammed el Fassi. Après cette prise de contact, Arslan passe ensuite dans la ville sous contrôle international de Tanger. Expulsé, il séjourne à Tétouan et dans la zone du Maroc sous autorité espagnole jusqu'au 19 août 1930. Il en profite pour rencontrer le leader nationaliste Mehdi Bennouna et ses partisans, eux-mêmes en lien avec leur compatriote de la zone française et les étudiants de Paris³⁸.

À son retour à Genève, Arslan déclenche une campagne de presse massive qui met en émoi l'ensemble du monde musulman, du Maroc jusqu'à l'Indonésie. Informé par les Jeunes Marocains des événements et de la répression des autorités résidentielles, Arslan recopie les tracts et les pétitions, puis « se charge de les reproduire dans sa revue, en multipliant commentaires et polémiques. Il adresse articles et notes à toute la presse arabe, il obtient du Congrès islamique de 1931, l'inscription de la question berbère à son ordre du jour, suggère la création de comités de défense des musulmans du Maroc et inspire, sans doute, les protestations qui affluent au secrétariat de la SDN³⁹ ». Cependant, Arslan a plus accompagné leur combat contre le *dahir* en leur offrant la force de frappe de son journal et de ses réseaux qu'il n'en est l'initiateur⁴⁰. Aux yeux des autorités coloniales, Chekib Arslan apparaît cependant comme « le metteur en scène en Europe du panarabisme » dont l'action est en « contact étroit avec les étudiants marocains qui sont en résidence ou de passage à Paris et c'est d'eux dont il se sert souvent pour transmettre ses directives⁴¹ ». C'est le cas notamment de Ouazzani, secrétaire personnel d'Arslan à Genève en 1931-1932, rédacteur des articles pour la *Nation*

³⁵ Fleury Antoine (1979), « Le mouvement national arabe à Genève durant l'entre-deux-guerres », *Relations internationales*, Paris, (19), p. 329-333.

³⁶ Cleveland William L. (1985), *Islam against the West. Shakib Arslan and the Campaign for Islamic nationalism*, London, Al Saqi books.

³⁷ Riyad Umar (2011), « New episodes in Moroccan nationalism under colonial role: reconsideration of Shakib Arslan's centrality in light of unpublished materials », *The Journal of North African Studies*, 16, pp. 117-142.

³⁸ Service historique de la Défense (SHD), GR 7 NN 2877, « Renseignements. Visite de l'émir Chekib Arslan à Tanger et au Maroc », 1^{er} septembre 1930.

³⁹ Oved Georges (1984), *La gauche française et le nationalisme marocain 1905-1955*, Paris, L'Harmattan, t. 2, p. 30. De Madariaga Rosa Maria (1979), « Les documents des archives de la Société des Nations relatifs au *dahir* berbère du 16 mai 1930 », *Cahiers de la Méditerranée*, 19(1), pp. 59-128.

⁴⁰ Oved G., *La gauche française et le nationalisme marocain*, op. cit., pp. 29-30.

⁴¹ ADN, 16 MA 300 35, « Le nationalisme dans la région de Fès », 1937.

arabe et qui le représente lors de la création de l'Association arabo-islamique en juin 1932 à Madrid, ou de Balafrej, agent de liaison de l'émir entre Genève, Paris et Madrid au début des années 1930⁴². Par leurs fonctions auprès d'Arslan, ces deux hommes sont les principales courroies de transmission du réseau et en assurent le bon fonctionnement.

La crise du Dahir berbère connaît son apogée en août 1930, avant que la répression mette fin aux manifestations. Cependant, le malaise reste palpable dans les grandes villes du protectorat. Pour la première fois, la Résidence générale est mise politiquement sur la défensive. Fort de ce premier succès – certes relatif – les Jeunes Marocains souhaitent désormais élargir leur audience et structurer leurs revendications. Un important procès va leur donner l'occasion d'entrer en contact avec une figure socialiste française anticoloniale influente : Robert-Jean Longuet.

La cristallisation de l'alliance avec la gauche française anticoloniale : l'expérience décisive du procès Djebli et de la revue Maghreb

Le 23 janvier 1931, une lettre rédigée en français par un mystérieux « Abdelmalik, résident du Maroc musulman » est expédiée « à son excellence monsieur le ministre et ambassadeur de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas », afin qu'elle soit transmise par ses soins à la reine Wilhelmine. Adressé nominativement à cette dernière, ce courrier long de 10 pages « invoque le peuple hollandais pour se libérer de la politique néfaste que le gouvernement du protectorat exerce sur le peuple marocain⁴³ ». Cet appel auprès des autorités des Pays-Bas n'est pas fortuit du fait de la présence à La Haye du siège de la Cour permanente de justice internationale depuis 1922. Après un long rappel du cadre juridique du statut international du Maroc issu de l'Acte d'Algésiras en avril 1906, l'auteur entre dans le vif du sujet en soulignant que « la France impérialiste a par dahir du 16 mai 1930 usurpé au peuple marocain le territoire des populations berbères musulmanes constituant la meilleure force, la gloire pour ainsi dire de l'Empire chérifien », et que « le Maroc musulman n'a plus de sultan en dehors d'un adolescent fils de Moulay Youssef, défunt sultan domestiqué par la France ». L'auteur anonyme relaye ensuite des rumeurs sur la supposée bâtardise du sultan Sidi Mohammed Ben Youssef, un monarque que « le peuple musulman [...] n'aime pas ». La lettre se termine par un appel à l'aide à la reine des Pays-Bas :

Majesté, le Maroc musulman lève sa voix et appelle à son secours le peuple hollandais de votre majesté. Le Maroc musulman invoque et supplie en même temps toutes les puissances, qu'avec votre majesté, avaient décrété de son sort par l'acte d'Algésiras du 7 avril 1906, d'intervenir en sa faveur dans les limites des droits de l'homme et des peuples pour obtenir [...] la révision de l'accord intervenu entre le sultan Moulay Hallif [sic, pour Hafid], usurpateur des droits d'Abdul Aziz et du gouvernement français, le 30 mars 1912⁴⁴.

Cette lettre virulente met donc directement en cause la légitimité de Sidi Mohammed Ben Youssef, tout en prônant l'intervention de puissances étrangères pour pousser la France à renégocier le traité de protectorat.

« Abdelmalik, résident du Maroc musulman » n'est autre que le cherif Ahmed Djebli el Aydouni. Riche notable proche du *Makhzen* ayant reçu une éducation à l'européenne en Italie et marié à une aristocrate russe, Ahmed Djebli est considéré, jusque-là, comme une personnalité proche de la France. En faisant « part de ses craintes à M. Garrieu, commissaire divisionnaire à Rabat » sur la politique berbère de la France, ainsi qu'au Résident général Lucien Saint en personne durant une audience d'une heure, Djebli attire l'attention de l'administration sur lui. Perçu désormais comme un opposant, son domicile est perquisitionné le 16 avril 1931. Il est mis en état d'arrestation et comparaît le 6 mai devant le second du pacha de Rabat où on lui reproche « d'avoir écrit et distribué des tracts de protestations et d'avoir écrit à la reine Wilhelmine de Hollande⁴⁵ ». Incarcéré, Djebli fait appel au cabinet d'avocat de Jean Longuet (le petit-fils de Karl Marx), une figure majeure du parti socialiste, la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO). Ce dernier délègue à son fils Robert-Jean le suivi de l'affaire. En mai 1931, Robert-Jean Longuet apprend que la correspondance avec son client est saisie. Le 21 mai, il se rend au Quai d'Orsay auprès du directeur des Affaires musulmanes du ministère des Affaires étrangères, René de Saint-Quentin, qui lui assure que les droits de la défense seront respectés. Or, dès le lendemain, Ahmed Djebli est traduit devant la justice du pacha, sans avocat : il est

⁴² SHD, GR 7 NN 2877, « Activités de l'émir Arslan », 20 mai 1937.

⁴³ Bibliothèque La Contemporaine (BLC), archives de Robert-Jean Longuet, carton n° 8, Lettre d'Achmed Djebli à la reine Wilhelmine, p. 2.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 4.

⁴⁵ BLC, archives de Robert-Jean Longuet, carton n° 9, Synthèse de l'Affaire Djebli établie par Robert-Jean Longuet.

condamné à deux ans de prison pour insulte au sultan et à l'exil... Furieux de ces procédés, Longuet séjourne à Rabat pour tenter de libérer son client. Pendant un entretien avec le général Charles Noguès, directeur des Affaires indigènes, Longuet apprend que Noguès a personnellement « donné l'ordre au Pacha de condamner [Djebli] au maximum ». À la suite d'une campagne de presse via le journal socialiste *Le Populaire*, l'affaire prend une dimension médiatique et politique inattendue à la fois en France et au Maroc sur les dérives autoritaires de la justice de la Résidence générale. Longuet parvient finalement à innocenter son client et obtient la démission du général Charles Noguès de son poste de directeur des Affaires indigènes.

Le retentissement de cette affaire judiciaire retient très tôt l'attention de Chekib Arslan. Le 11 juin 1931, ce dernier rédige depuis Lausanne un courrier à Jean Longuet avec un double objectif. D'une part, Arslan justifie sa campagne de presse contre les autorités du protectorat :

Très cher monsieur Longuet. [...] J'ai appris que votre fils a été à Rabat pour défendre ce pauvre Djebli que je n'ai jamais connu et qu'on persécute sous prétexte qu'il est en rapport avec moi. D'ici vous pouvez conclure combien la justice règne au Maroc ! [...] Nous la délégation syro-palestinienne avons écrit plusieurs fois dans notre revue « la nation arabe » sur la question berbère, et nous n'avons pas caché notre indignation des manœuvres dans le Magreb [sic] dans le but de déislamiser [sic] – ce mot a été prononcé le premier par ces gens-là – les Berbères. C'est notre droit. [...] Vous ne pouvez pas savoir combien cette question du dahir a fait du tort à la France et a amoindri son prestige⁴⁶.

Dans un deuxième temps, il demande à Jean Longuet d'activer ses contacts auprès des socialistes espagnols pour soutenir les nationalistes de la zone nord. Durant plus d'un an, Arslan ne cesse de l'alerter vis-à-vis de la répression exercée contre Mehdi Bennouna et ses partisans par Luciano López Ferrer, le Haut-commissaire de la République espagnole dans la zone de Tétouan :

Je vous confie une chose confidentielle. [...] C'est que M. le résident espagnol là-bas n'est qu'un espèce d'agent pour M. Saint, ni plus ni moins. Il a été jusqu'à menacer Bennouna d'exil. Ce n'est pas Bennouna qui me l'a écrit, car depuis 4 mois Bennouna [...] n'ose plus m'écrire. Ses lettres sont toutes contrôlées. Mais on me l'a appris de Paris. [...] Monsieur Ferrer est un dictateur à la Rivera en pire. Comment ça peut arriver avec une république et une république à gauche ? [...] Si vous pouvez envoyer des recommandations à Madrid en faveur de Bennouna à Ahmed Balafrej, le jeune homme le plus distingué et le chef des jeunes gens marocains à Paris, nous vous ne serons reconnaissant. Balafrej sera à Madrid d'ici deux semaines⁴⁷.

Par l'intermédiaire de Balafrej, ce rapprochement avec Jean Longuet et son fils est d'une importance toute particulière. Certes, à la fin des années 1920 Arslan et les Jeunes Marocains avaient été soutenus par des personnalités de gauche anticolonialistes comme Daniel Guérin, Yves Farge ou Émile Dermenghem⁴⁸. Néanmoins, l'appui de Jean Longuet, avocat et député proche de Léon Blum, s'avère décisif du fait de son influence à la Chambre des députés et de son accès au journal *Le Populaire* pour médiatiser les critiques à l'encontre du Résident général Lucien Saint. C'est probablement à l'initiative d'Arslan qu'à la fin de l'année 1931 Mohammed Hassan Ouazzani, Ahmed Balafrej et Omar Abdeljalil rencontrent Jean et Robert-Jean Longuet dans leur cabinet parisien. Il est décidé de créer une revue intitulée *Maghreb* traitant spécifiquement des problèmes de l'Afrique du Nord. Sa publication à Paris et en français la met hors de portée de la législation contraignante à l'encontre de la presse arabophone au Maroc. Surtout, la mise en place d'un comité de patronage permet de la légitimer puissamment, tant en métropole que dans les deux zones du Maroc et en Espagne. En effet, il est composé de personnalités politiques françaises comme les députés socialistes Pierre Renaudel, Georges Monnet, Anatole Sixte-Quenin, Étienne Antonelli, ainsi que les élus du Parti radical François Albert et Gaston Bergery. On y retrouve également des personnalités espagnoles de premier plan comme le ministre de l'Instruction publique Fernando de Los Rios, le député socialiste de Madrid Melchior Marial, l'écrivain Jaime Argila, le député et philosophe José Ortega y Gasset⁴⁹.

Rédacteur en chef de *Maghreb*, Robert-Jean Longuet parvient à réunir un nombre considérable de personnalités françaises, marocaines, espagnoles, algériennes ou tunisiennes pour participer aux travaux de sa revue. Outre Longuet, les rédacteurs les plus réguliers sont les Marocains Mohammed Hassan el Ouazzani, Ahmed Balafrej, Abdelkader Benjelloun, Omar Abdeljalil, Abdellatif Sbihi ou Mohammed Lyazidi, ainsi que l'avocat tunisien Tahar Lakhdar. On peut noter également la rédaction de deux articles par le leader tunisien Salah Ben Youssef et d'une intervention du nationaliste algérien Ferhat Abbas. Côté français, les membres du comité de patronage interviennent peu dans le contenu de la revue. On peut noter les publications régulières

⁴⁶ BLC, archives de Robert-Jean Longuet, carton n° 9, Lettre de Chekib Arslan à Jean Longuet, 11 juin 1931.

⁴⁷ SHD, GR 7 NN 2877, Lettre de Chekib Arslan à Jean Longuet, Genève, 3 mars 1932.

⁴⁸ Oved G., *La gauche française et le nationalisme marocain...*, op. cit., pp. 30-31.

⁴⁹ Denglos G., *La revue Maghreb...*, op. cit., pp. 73-75.

de Lina Floch (l'épouse d'Abdelkader Benjelloun) et du député socialiste Édouard Depreux, ou plus occasionnelles de l'écrivain Jacob Raymond Amar, du diplomate Alcide Ebray, du philosophe anticolonialiste Félicien Challaye ou de l'intellectuel catholique Émile Dermenghem. Le caractère diversifié des auteurs permet à *Maghreb* d'aborder le problème colonial au sens large, que ce soit dans les possessions françaises (Maroc, Algérie, Tunisie, Syrie) ou britanniques (Inde) et espagnoles (zone de Tétouan). Surtout, *Maghreb* impulse une réflexion sur la nécessaire coordination des luttes anticoloniales sur un plan international. Parue en juillet 1932, la revue a immédiatement un grand retentissement au Maroc, mais aussi en France et à l'étranger. Elle devient une source d'information diffusée dans des cercles diplomatiques assez larges pour toucher un ministre de Mussolini ou Churchill, l'un et l'autre peu suspects de sympathie envers des mouvements opposants à une puissance européenne :

Déjà lorsque la revue paraissait, je [Robert-Jean Longuet] fus agréablement surpris – et encouragé dans mes efforts – par une demande personnelle d'abonnement du Comte Sforza, ministre italien. Et davantage encore lorsque, accompagnant mon père chez Winston Churchill, celui-ci dit en me regardant : « c'est le Marocain », ajoutant « je lis *Maghreb* ». Un autre ami de mon père, Sir Wickham Steed, célèbre journaliste anglais, ex-Editor du *Times*, me demanda l'envoi d'une collection complète de la Revue. Le grand écrivain H. G. Wells se révéla, lui aussi, être un de nos lecteurs⁵⁰.

Volontairement polémique tant sur la forme que sur le fond, le succès de la revue provoque un énorme scandale dans les milieux coloniaux. Immédiatement, une violente campagne de presse se déclenche contre *Maghreb* et aboutit à son interdiction en septembre 1932 sur ordre du Résident général Lucien Saint. En résistance à cette interdiction, Jean Longuet menace le président du Conseil Édouard Herriot, dont la majorité parlementaire dépend des socialistes, de lancer un débat à la Chambre des députés sur la liberté de la presse au Maroc. Herriot cède et ordonne l'annulation de l'interdiction de *Maghreb* ! Jusqu'à sa disparition définitive en octobre 1935, *Maghreb* devient le porte-parole des jeunes nationalistes. À partir de mai 1933, la revue introduit l'esquisse de propositions de réformes politiques, judiciaires, fiscales et éducatives dans un numéro spécial de 70 pages, édité pour l'anniversaire du *dahir* du 16 mai 1930. Le 19 mai 1933, un meeting est organisé dans la salle du Grand Orient de France à Paris réunissant plus de 200 personnes. À la tribune se succèdent Jean Longuet, Pierre Renaudel, le syrien Mokhtar Moukhiech, les Tunisiens Khalladi et Ben Milad, ainsi que les Marocains Abdelkader Benjelloun et Ahmed Balafrej. Avec cette manifestation, l'internationalisation du nationalisme marocain affiche son dynamisme, alors même que sa structuration demeure inachevée au Maroc (absence de parti politique ou de syndicat). Le succès du meeting de Paris pousse Omar Ben Abdeljalil à annoncer devant 200 personnes réunies à Salé la création de l'hebdomadaire *L'Action du Peuple*. Publié à Fès à partir du 4 août 1933 en langue française, cette nouvelle publication est dirigée par Mohammed Hassan el Ouazzani avec des rédacteurs majoritairement marocains.

Face à cette dynamique, la Résidence générale attend l'occasion de réagir. L'occasion se présente en mai 1934 : *Maghreb* et *L'Action du Peuple* sont interdits sous le prétexte d'une émeute à Fès provoquée par des militants nationalistes ayant accueilli avec une grande ferveur le sultan Sidi Mohammed Ben Youssef au cri de « *Yahia el Malik* » (vive le roi). Cette interdiction pousse Robert-Jean Longuet et les Jeunes Marocains à franchir une nouvelle étape : la rédaction d'un programme et la création d'un parti politique.

De l'alliance à la déception, l'appui insuffisant des soutiens internationaux du Comité d'Action Marocaine face au Résident général Noguès

À partir de juin 1934, les nationalistes marocains et Robert-Jean Longuet décident de contre-attaquer à l'interdiction de leurs journaux en débutant la rédaction d'un *Plan de réformes marocaines* à partir des articles rédigés depuis le début des années 1930 dans *La Nation arabe*, puis *Maghreb* et *L'Action du Peuple*. La rédaction de ce programme politique est achevée en novembre 1934. Il est signé par un Comité d'Action Marocaine (CAM) composé initialement de dix membres, dont certains ont participé à la rédaction de *Maghreb*, tels Mohammed Hassan el Ouazzani, Mohammed Lyazidi ou Omar Abdeljalil⁵¹. Modéré et réformiste, le *Plan de réformes marocaines* est officiellement présenté simultanément par trois délégations au président du Conseil Pierre Laval à Paris, ainsi qu'au Résident général Henri Ponsot et au sultan à Rabat le 1^{er} décembre 1934. Comme pour *Maghreb* à sa création, un comité de parrainage de 11 membres apporte

⁵⁰ Longuet Robert-Jean (1987), « Préface », Mohammed Hassan el Ouazzani, *Combats d'un nationaliste marocain*, Fondation Mohammed Hassan el Ouazzani, t. 1, p. 12.

⁵¹ BLC, Archives de Robert-Jean Longuet, carton n° 10, *Plan de réformes marocaines*.

sa caution morale au *Plan de réformes* : quatre anciens collaborateurs habituels de *Maghreb*, Gaston Bergery, George Monnet, Félicien Challaye et Robert-Jean Longuet ; trois écrivains, Magdeleine Paz, Andrée Viollis, Louis Roubaud ; quatre autres parrains étaient également parlementaires, le député de Haute-Savoie Henri Clerc, le communiste André Berthon et deux personnalités importantes du Parti radical-socialiste avec son vice-président à la Chambre, César Campinchi et enfin Gabriel Cudenet. Malgré ces soutiens importants, la majeure partie du *Plan de réformes marocaines* est rejeté par la Résident générale⁵².

Le CAM devient donc de fait un parti politique, le premier authentiquement marocain, doté d'un programme et d'une organisation qui va se structurer au niveau local durant les deux années suivantes, fort d'un soutien de plusieurs milliers de militants et de sympathisants⁵³. Néanmoins, la situation politique des années 1935-1936 reste bloquée. Cependant, les nationalistes renforcent leurs liens avec la gauche française durant cette période, en lien avec leurs homologues de la zone espagnole et sous le regard de Chekib Arslan qui n'hésite pas à donner ses directives depuis Genève⁵⁴. Alors qu'une partie de la fédération socialiste du Maroc se montrait jusqu'ici hostile aux nationalistes, un rapprochement s'opère avec la SFIO, mais aussi avec le parti communiste, les radicaux-socialistes et la ligue des Droits de l'homme grâce à l'entremise de Robert-Jean Longuet⁵⁵. L'arrivée au pouvoir du Front populaire en mai 1936 ouvre une phase d'espoir pour le Comité d'Action Marocaine. Espoir tout d'abord d'un renvoi rapide du Résident général Marcel Peyrouton au profit d'une personnalité plus libérale. En poste depuis mars 1936, ce dernier est perçu comme un proconsul hostile du fait de la répression menée auparavant en Tunisie contre les militants du parti Néo-Destour. Espoir également que le nouveau gouvernement applique le *Plan de réformes marocaines*, conformément au rapprochement avec la SFIO effectué en 1935. Le coup d'État franquiste contre la République espagnole déclenché en juillet 1936 à partir de la zone nord du Maroc et avec le soutien des nationalistes locaux Adelkhalek Torrès et Mehdi Bennouna marque un tournant. Si dans un premier temps Chekib Arslan conseille par un courrier transmis par son agent de liaison Mohammed el Kholti aux nationalistes marocains « d'observer la plus stricte neutralité », il change d'avis en septembre 1936 et demande à Abdeljalil et Ouazzani en visite à Genève de « soutenir les rebelles⁵⁶ » espagnols. Cependant, les membres du CAM s'en tiennent à une prudente neutralité sur le conflit⁵⁷, tout en continuant de miser sur le Front populaire au pouvoir en France.

Le gouvernement de Léon Blum décide de renvoyer le Résident général Marcel Peyrouton en septembre 1936, mais le choix de son remplaçant apparaît comme une mauvaise surprise pour les nationalistes avec l'entrée en fonction du général d'armée Charles Noguès. Celui-là même qui avait dû démissionner en 1931 à la suite des pressions de Robert-Jean Longuet lors du procès Djebli⁵⁸. Au début de l'automne 1936, les leaders du CAM Allal el Fassi et Mohammed Hassan el Ouazzani déclenchent une large campagne publique avec pour point d'orgue la tenue d'un congrès le 25 octobre. Arrêtés puis libérés en novembre 1936 à la suite d'une série de manifestations, il s'ensuit une « guerre des chefs » entre eux pour le contrôle du CAM qui aboutit à une scission. Désormais seul à la tête du parti, Allal el Fassi oblige ses adhérents à être liés par un serment⁵⁹. Noguès l'interprète comme « le signe d'une conjuration [...] portant atteinte à la souveraineté du sultan et aux règles traditionnelles de l'islam ». C'est sous ce prétexte qu'il dissout le CAM le 18 mars 1937⁶⁰. El Fassi constitue une nouvelle structure baptisée « Parti national pour la réalisation des réformes » et lance une campagne de presse visant les centres urbains, mais aussi, fait nouveau, les milieux ruraux. Les émeutes de Marrakech et surtout de Meknès du 2 septembre 1937 donnent l'occasion à la Résidence générale d'interdire définitivement la presse nationaliste. Noguès décide alors de prendre les mesures d'éloignement contre el Fassi et Ouazzani afin « de faire un exemple salubre [donnant] à réfléchir à l'ensemble des troupes du parti nationaliste qui, elles, ne sont pas définitivement contaminées⁶¹ ». L'un et l'autre sont donc interpellés le

⁵² Denglos G., *La revue Maghreb (1932-1936)*, op. cit., pp. 229-235.

⁵³ Bennani-Chraïbi Mounia (2021), *Partis politiques et protestations au Maroc (1934-2020)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp. 69-71.

⁵⁴ SHD, GR 7 NN 2877, « Renseignements. Le monde musulman et les événements actuels », 7 décembre 1936.

⁵⁵ Oved G., « La gauche française et les Jeunes-Marocains... », art. cité, p. 125.

⁵⁶ SHD, GR 7 NN 2877, « Renseignements. Activités de l'émir Arslan », 20 mai 1937.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ Hoisington Jr. William (1995), *L'héritage de Lyautey. Noguès et la politique française au Maroc 1936-1943*, Paris, L'Harmattan, pp. 62-63.

⁵⁹ ADN, 16 MA 900 37, « Traduction de la formule du serment que fait prêter Allal el Fassi à ses adeptes à Fez fait à Rabat le 8 mars 1937 ».

⁶⁰ Archives du Centre d'histoire de Sciences Po (ACHSP), JU 22, Rapport du Résident général Noguès au ministre des Affaires étrangères Yvon Delbos, 9 octobre 1937, p. 16.

⁶¹ *Ibid.*, p. 10.

3 octobre 1937 et envoyés « en résidence obligée »⁶². El Fassi est transféré au Gabon et Ouazzani dans le sud du Maroc. Leurs exils dureront jusqu'en 1946⁶³.

Pour justifier sa politique de fermeté, Noguès transmet le 5 novembre 1937 un long rapport adressé au ministre des Affaires étrangères Yvon Delbos. Son argumentation s'articule sur le danger que représentaient à ses yeux les réseaux internationaux des nationalistes. Outre la connivence du nationalisme marocain dans la zone de Tétouan avec les franquistes, Noguès insiste sur les « preuves de liaison étroite avec l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte et la Palestine. Le parti s'inspire des méthodes d'agitation et de propagande éprouvées en ces divers pays ». Les marques de soutien (télégrammes, pétitions, etc.) apportées au CAM par le président du Conseil égyptien Nahas Pacha, par le nationaliste syrien Thami Sefar « au nom de la direction générale du parti national de Damas », mais aussi par l'association des oulémas algériens ou par le Parti du peuple algérien de Messali Hadj, illustrent l'entrée définitive du Maroc dans le concert des nationalismes arabes. Pour Noguès, « le correspondant le plus assidu du parti nationaliste paraît avoir été Chekib Arslan, qui joue le rôle de conseiller et pour ainsi dire de directeur de conscience des jeunes nationalistes ». L'interception de quatre de ses lettres par la Résidence générale prouve son intervention en coulisse sur le fonctionnement interne du CAM, en particulier sur le contenu des journaux nationalistes, ainsi que sur son action pour éviter à tout prix la rupture entre les partisans d'Allal el Fassi et Mohammed Hassan Ouazzani :

La scission d'el Ouazzani est douloureuse : je [Arslan] viens de lui écrire que je ne pardonnerai pas la scission et pour lui proposer de réunir une commission provisoire en attendant le congrès général qui désignera par la voie d'élection, le président, le secrétaire et le trésorier. [...] Gardez-vous de prononcer quoi que ce soit qui puisse l'offenser car, en pareilles circonstances, il n'y a de place que pour les pêcheurs en eau trouble et il y a des personnes, même parmi les Marocains qui souhaitent notre désunion et s'efforcent par tous les moyens de rendre notre entente impossible⁶⁴.

De fait, l'échec d'Arslan à empêcher la division du CAM en deux entités différentes et marque le déclin de son influence sur les structures du nationalisme marocain. Plus grave, la répression du général Noguès rompt le lien avec la gauche française, au désespoir de Robert-Jean Longuet. Ce dernier a beau s'en émouvoir auprès de ses camarades socialistes, notamment Pierre Viénot et Paul Faure⁶⁵, rien n'y fait. Un cycle politique s'achève sur un sentiment d'échec et de rancune.

L'internationalisation du nationalisme marocain est non seulement antérieure à 1945 mais elle est également consubstantielle au nationalisme. L'histoire des Jeunes Marocains entre 1927 et 1937 apparaît comme paradoxale avec la constitution d'un mouvement national conceptualisant une nation (*Watan*), mais qui s'appuie essentiellement sur des réseaux transnationaux/internationaux. La rupture de 1937 s'incarne par la dislocation du réseau international – ou plutôt des trois réseaux imbriqués – que les Jeunes Marocains avaient patiemment tissé en 1927, 1930 puis 1932. L'axe Paris-Genève-Rabat-Fès-Tunis-Tétouan est en partie démantelé par la guerre d'Espagne (ralliement des nationalistes de la zone nord à Franco), par l'isolement de Robert-Jean Longuet et des anticolonialistes français face au tournant répressif du Front populaire en Afrique du Nord, ainsi que par le choix de Chekib Arslan de se tourner vers l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste à partir de 1937⁶⁶.

Ce constat ne peut cependant faire oublier les acquis des années 1927-1937. Loin d'être anecdotique, la structuration des relais étrangers des jeunes nationalistes a ouvert l'horizon du Maroc au « Maghreb » à travers les contacts établis avec les nationalismes tunisien et algérien, sapant ainsi dans ses fondements « l'Afrique du Nord » française. Les nationalistes marocains ont gagné une expérience qu'ils fructifieront à partir de 1943-1944, date de la revendication de l'indépendance dans la foulée du débarquement anglo-américain sur les côtes algériennes et marocaines dans la nuit du 7 au 8 novembre 1942⁶⁷. L'entrée fracassante

⁶² ADN, 1 MA 282 185, Lettre du Résident général Noguès au chef de la région de Marrakech, 17 octobre 1940.

⁶³ Denglos Guillaume (2024), « Mohammed Hassan el Ouazzani et Allal el Fassi : les leaders rivaux du nationalisme marocain en exil dans le sud du Maroc et au Gabon (1937-1946) », *Outre-mers*, n° 422-423, pp. 149-163.

⁶⁴ ACHSP, JU 23. Lettre de Chekib Arslan citée dans le rapport du Résident général Noguès au ministre des Affaires étrangères Yvon Delbos, 9 octobre 1937.

⁶⁵ Office universitaire de la recherche socialiste (OURS), 60 APO 7, Lettre de Robert-Jean Longuet à Paul Faure, 6 décembre 1936. Sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Pierre Viénot apporte son soutien à la répression du général Noguès. Paul Faure est à l'époque le directeur du journal de la SFIO *Le Populaire*.

⁶⁶ SHD, GR 7 NN 2877, consulter les rapports sur Arslan de la SR-SCR entre 1936 et 1942. Faligot Roger (1990), *Le croissant et la croix gammée*, Paris, Albin Michel, p. 146.

⁶⁷ Denglos Guillaume (2022), « Un empire ébranlé. L'opération *Torch* vue par les nord-africains », in A. Aglan et alii. (dir.), *Le monde arabe et la Seconde Guerre mondiale. Guerre, société, mémoire*, Paris, Hémisphères/ Maisonneuve & Larose, pp. 115-126.

des États-Unis a puissamment rebattu les cartes en rendant envisageable l'émancipation prochaine de la puissance protectrice, tout en marginalisant définitivement ses anciens acteurs et relais tant en France, en Suisse ou au Proche-Orient.

Chekib Arslan passa la Seconde Guerre mondiale au service de l'Allemagne et mourut en 1946 sur sa terre natale. Quant à Robert-Jean Longuet, il échappa aux Allemands avant la chute de Paris en 1940 et s'exila aux États-Unis jusqu'en 1945. En froid depuis 1937 avec les futurs leaders de l'Istiqlal comme Ahmed Balafrej, il garda contact avec les partisans de Ouazzani. Leur défaite face aux istiqlaliens entre 1946 et 1956 ne fit qu'entériner la marginalisation de l'arrière-petit-fils de Karl Marx dans un pays pour lequel il s'était tant battu du temps de la revue *Maghreb*. La place était désormais ouverte à un nouveau réseau d'acteurs marocains et internationaux centrés sur un axe Tanger-New York-Paris-Le Caire, avec pour ligne de mire l'indépendance, via la discussion de la question marocaine aux Nations-Unies⁶⁸.

Guillaume Denglos
SIRICE Paris 1 (France)

Bibliographie

- AGERON Charles-Robert (1983), « L'Association des étudiants musulmans nord-africains en France durant l'entre-deux-guerres », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, LXX (258-259), pp. 25-56.
- AÏSSAOUI Rabah (2009), *Immigration and national identity: North African political movements in colonial and postcolonial France*, London, Tauris Academic studies.
- AÏT MOUS Fadma (2016), « The Moroccan nationalist movement: from local to national networks », *Global and Local in Algérie and Morocco. The World, The State and the Village*, London and New York, Routledge, pp. 183-208.
- BANTMAN Patrick (2004), « Le concept de réseau », *VST*, 81, pp. 18-19.
- BENNANI-CHRAÏBI Mounia (2021), *Partis politiques et protestations au Maroc (1934-2020)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- BOUAZIZ Mostafa et DENGLOS Guillaume (2022), *La Maison du Maroc à la Cité U. Lieu de mémoire des étudiants marocains à Paris*, Paris, Riveneuve.
- CAGNE Jacques (1988), *Nation et nationalisme au Maroc. Aux racines de la nation marocaine*, Rabat, Dar nachr al maarifa.
- CLEVELAND William L. (1985), *Islam against the West. Shakib Arslan and the Campaign for Islamic nationalism*, London, Al Saqi books.
- DENGLOS Guillaume (2015), *La revue Maghreb (1932-1936). Une publication franco-marocaine engagée*, Paris, L'Harmattan.
- DENGLOS Guillaume (2022), « Un empire ébranlé. L'opération *Torch* vue par les nord-africains », A. Aglan (dir.) et alii., *Le monde arabe et la Seconde Guerre mondiale. Guerre, société, mémoire*, Paris, Hémisphères/Maison neuve & Larose, pp. 115-126.
- DENGLOS Guillaume (2024), « Mohammed Hassan el Ouazzani et Allal el Fassi : les leaders rivaux du nationalisme marocain en exil dans le sud du Maroc et au Gabon (1937-1946) », *Outre-mers*, 422-423, pp. 149-163.
- FALIGOT Roger (1990), *Le croissant et la croix gammée*, Paris, Albin Michel.
- FLEURY Antoine (1979), « Le mouvement national arabe à Genève durant l'entre-deux-guerres », *Relations internationales*, Paris, 19, pp. 329-354.
- GOEBEL Michael (2017), *Paris, capitale du Tiers-monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, Paris, La Découverte.
- HOISINGTON Jr. William (1995), *L'héritage de Lyautey. Noguès et la politique française au Maroc 1936-1943*, Paris, L'Harmattan.

⁶⁸ Stenner D., *Globalizing Morocco...*, op. cit., pp. 191-198.

- LAFUENTE Gilles (1999), *La politique berbère de la France et le nationalisme marocain*, Paris, L'Harmattan.
- MADARIAGA Rosa Maria de (1979), « Les documents des archives de la Société des Nations relatifs au dahir berbère du 16 mai 1930 », *Cahiers de la Méditerranée*, 19(1), pp. 59-128.
- MURRAY-MULLER Gavin (2022), « Les réseaux politiques en Afrique du Nord. Circulation, diffusion et transfert 1908-1914 », *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique*, 3, pp. 49-61.
- OVED Georges (1978), « La gauche française et les Jeunes-Marocains », *Cahiers du mouvement social*, Paris, Les éditions ouvrières, 3^{ème} trimestre 1978, 3, pp. 91-126.
- OVED Georges (1984), *La gauche française et le nationalisme marocain 1905-1955*, Paris, L'harmattan, t. 2.
- OUAZZANI Mohammed Hassan (1987), *Combats d'un nationaliste marocain*, Fondation Mohammed Hassan Ouazzani, t. 1.
- RIYAD Umar (2011), « New episodes in Moroccan nationalism under colonial rule: reconsideration of Shakib Arslan's centrality in light of unpublished materials », *The Journal of North African Studies*, 16, pp. 117-142.
- SIMON Jacques (2003), *L'Étoile Nord-Africaine (1926-1937)*, Paris, L'Harmattan.
- STENNER David (2016), « Centring the periphery: northern Morocco as a hub of transnational anti-colonial activism, 1930-43 », *Journal of Global History*, Cambridge University Press, 11, pp. 430-450.
- STENNER David (2019), *Globalizing Morocco: Transnational Activism and the Postcolonial State*, Stanford, Calif. Stanford University Press.
- VALENSI Lucette (1990), « Le roi chronophage. La construction d'une conscience historique dans le Maroc post-colonial », *Cahiers des études africaines*, (30)119, pp. 278-298.
- VERMEREN Pierre (2000), *La formation des élites au Maroc et en Tunisie. Des nationalistes aux islamistes*, Paris, La Découverte.
- WATANABE Shoko (2021), « Making an Arab-Muslim Elite in Paris: The Pan-Maghrib Student Movement of the 1930s », *International Journal of Middle East Studies*, Cambridge University Press, vol. 53, August 2021, pp. 439-454.